

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 127/00

ÉFAI – 000298 – AMR 37/004/00

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES

HONDURAS Julio César Pineda Alvarado, journaliste et défenseur des droits humains
Sa femme et ses enfants

Londres, le 19 mai 2000

Un homme armé a tenté de tuer le journaliste de radio Julio César Pineda Alvarado, qui dénonce ouvertement les exécutions sommaires imputées à la police. Lui et ses proches ont été suivis et menacés. La police s'est montrée particulièrement réticente à enquêter sur cette tentative de meurtre.

Le 26 avril, alors que Julio César Pineda Alvarado, sa femme et leurs deux plus jeunes enfants descendaient de leur moto à l'extérieur de leur domicile, une voiture s'est arrêtée devant eux. Deux hommes en sont sortis et, sans prononcer la moindre parole, l'un d'eux a braqué une arme à feu sur la tête du journaliste et a fait feu. Les deux hommes, pensant apparemment l'avoir tué, se sont enfuis à bord de la voiture. Selon des témoins oculaires, deux autres hommes ont participé à l'agression, un chauffeur et un quetteur. Bien qu'il ait été blessé, Julio César Pineda Alvarado a miraculeusement échappé à la mort, sauvé par son casque.

Des amis et des collègues ont immédiatement signalé cette attaque à la *Dirección General de Investigación Criminal* (DGIC, Service des enquêtes judiciaires) et demandé que Julio César Pineda Alvarado et ses proches bénéficient d'une protection. D'après les informations recueillies, la police n'a pas enquêté sur cette agression, ni accordé la moindre protection à la famille. C'est seulement à la suite de pressions exercées par le *Comisionado Nacional de Protección de los Derechos Humanos* (Commissaire national pour la protection des droits humains) que la police a réellement entamé des investigations, douze jours après le crime. L'enquête progresse avec une lenteur extrême.

Depuis deux ans, Julio César Pineda Alvarado travaille pour une station de radio connue pour son engagement dans le domaine des droits humains et sur le plan social, *Radio El Progreso*, qui est gérée par les jésuites et soutenue par le Commissaire national pour la protection des droits humains. Julio César Pineda Alvarado a ouvertement dénoncé des violations des droits des travailleurs, les fautes professionnelles commises par des professionnels de la santé, ainsi que l'apparente implication de la police dans les exécutions sommaires de criminels présumés. Il a fait partie d'une commission d'enquête sur les homicides sommaires et arbitraires à El Progreso.

Ces derniers mois, il a reçu un nombre croissant d'appels téléphoniques anonymes à son domicile, à la Colonia Reparto Lempira, près de la ville de San Pedro Sula. Une voiture l'a ouvertement suivi à plusieurs reprises sur le trajet de trente kilomètres qui sépare son domicile de la station de radio, qui se trouve dans la ville d'El Progreso, dans le département de Yoro. Dans le cadre de déclarations publiques, un représentant de l'État aurait pris à partie le journaliste en raison de son travail pour *Radio El Progreso*.

Les membres de la famille indiquent qu'ils sont toujours suivis. Le 16 mai, deux jeunes hommes ont suivi la femme de Julio César Pineda Alvarado, puis l'ont abordée et menacée alors qu'elle se trouvait dans un bus.

Julio César Pineda Alvarado travaille sur des questions relatives aux droits humains depuis le milieu des années 80. En 1993, des hommes armés ont apparemment pénétré chez lui par effraction et attaqué sa famille. Ils lui ont dit de ne pas se mêler de choses qui ne le regardaient pas. Les responsables de cette agression n'ont jamais été traduits en justice.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Amnesty International continue à recevoir des informations faisant état de défenseurs des droits humains et de journalistes honduriens victimes d'attaques, de menaces et d'actes d'intimidation en raison de leurs activités légitimes. Les autorités mènent rarement des enquêtes dignes de ce nom sur ces agissements et encouragent du même coup les responsables à récidiver, ces derniers ayant quasiment l'assurance que leur impunité est garantie.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / courrier électronique / aérogramme / lettre par avion / fax (en espagnol ou en français) :

- dites-vous préoccupé par la sécurité de Julio César Pineda Alvarado et de ses proches, au vu de la tentative de meurtre dont ce journaliste a été victime le 26 avril et de la campagne de menaces et d'intimidation à laquelle cette famille demeure en butte ;
- appelez les autorités à prendre toutes les mesures jugées nécessaires par Julio César Pineda Alvarado et ses proches pour garantir leur sécurité ;
- demandez instamment que soit menée dans les plus brefs délais une enquête efficace sur la tentative de meurtre dont ce journaliste a fait l'objet, ainsi que sur toutes les menaces et tous les actes d'intimidation dont cet homme et sa famille ont été les cibles, afin que les responsables soient traduits en justice ;
- exhortez les autorités à rendre publics les résultats de ces investigations ;
- citez l'article 72 de la Constitution hondurienne, qui garantit le droit de diffuser des opinions librement et sans restriction.

APPELS À :

Président de la République :

S. E. Carlos Roberto Flores Facussé
Presidente de la República de Honduras
Casa Presidencial
6^a Avenida, 1^a Calle
Tegucigalpa, Honduras

Fax : 504 235 6949

Courriers électroniques : law_bureau@hotmail.com

Télégrammes : Presidente, Tegucigalpa, Honduras

Formule d'appel : *Sr. Presidente*, / Monsieur le Président de la République,

Ministre de la Défense et de la Sécurité publique :

Sra. Elizabeth Chiu Sierra
Ministra de Defensa Nacional y Seguridad Pública
Ministerio de Defensa Nacional y Seguridad Pública
Palacio de los Ministerios, 2^o piso
Tegucigalpa, Honduras

Télégrammes : Ministra Defensa, Honduras

Fax : 504 239 6892

Formule d'appel : *Sra. Ministra*, / Madame la Ministre,

Procureur général :

Dr. Roy Edmundo Medina
Fiscal General de la República
Fiscalía General, Edificio Poujol
Contiguo a la Casa de la Enfermera
Boulevard Morazán atrás de Banpro
Tegucigalpa, Honduras

Fax : 504 239 4750

Télégrammes : Fiscal General, Tegucigalpa, Honduras

Formule d'appel : *Sr. Fiscal General*, / Monsieur le Procureur général,

Commissaire national pour la protection des droits humains :

Dr. Leo Valladares Lanza
Comisionado Nacional de Protección de los Derechos Humanos
Avda. La Paz No. 2444
Contigua a Galerías La Paz
Tegucigalpa, Honduras

Fax : 504 221 0536

Courriers électroniques : conadeh5@hondutel.hn / info@conadeh.hn

Formule d'appel : *Sr. Comisionado*, / Monsieur le Commissaire,

COPIES À :

Organisations de défense des droits humains :

Comité de Familiares de Detenidos-Desaparecidos en Honduras (COFADEH)
Apartado Postal 1243
Tegucigalpa, Honduras

Tél / fax : 504 220 5280 / 504 379 800

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 30 JUIN 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

a version originale a été publiée par Amnesty International,

Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -